



# Connaître le Parlement européen

**Jacques Fayette**

Professeur honoraire des universités  
Administrateur de la Maison des Européens



- Cette présentation reprend pour l'essentiel, une conférence prononcée le 9 mai, jour de la Fête de l'Europe à la Mairie du 6<sup>ème</sup> arrondissement de Lyon.
- Une mise à jour a été faite le 12 mai.
- Les opinions présentées sont celles de l'auteur.





- La Maison de l'Europe de Lyon a été créée en 1958 à Lyon. Elle a rapidement rayonné dans toute la région et des collaborateurs et des bénévoles ont assuré des formations dans des écoles, collèges et lycées à Divonne, Chambéry, Bourg-en-Bresse, Annonay, Montélimar...
- Régulièrement elle a assuré des conférences localement, invitant des personnalités européennes, des députés européens.
- Elle entretient des relations suivies avec groupes nationaux vivant dans notre région avec les consulats de ces pays et les centres culturels
- Elle abrite un CIED Centre d'Information Europe Direct qui diffuse une importante documentation fournie par les institutions européennes.
- En 2019, elle a dû restreindre ses activités à la Métropole et à la Ville de Lyon mais en maintenant ses liens avec le CIED Drôme-Ardèche.



- Jacques Fayette, agrégé des Facultés de Droit (Sciences de Gestion) a fait ses études à Lyon, Luxembourg et à l'Université de Californie à Berkeley.
- Parallèlement à une carrière universitaire, il a exercé des fonctions de consultant ou d'expert dans plusieurs organisations internationales : ONU et OCDE et à la Commission européenne. Il a travaillé dans les pays suivants : Corée, Espagne, Grèce, Yougoslavie, Turquie, Portugal, Angola, Tchad, Gabon, Tanzanie et à Bruxelles.
- Il avait créé à l'IAE de Lyon un centre spécialisé dans le commerce avec l'Italie, a enseigné comme professeur invité dans plusieurs universités italiennes. Il a été nommé conseiller du commerce extérieur de la France (section de Milan).
- Depuis ses années d'étudiant Jacques Fayette a été un militant européen, ancien président de la Maison de l'Europe.



**9 mai fête de l'Europe**  
**Jean Monnet et Robert Schuman**

## En ce 9 mai fête de l'Europe nos gouvernants sont réunis à Sibiu (Roumanie) et ont publié un communiqué de généralités



We reaffirm our belief that united, we are stronger in this increasingly unsettled and challenging world. We recognize our responsibility as Leaders to make our Union stronger and our future brighter, while recognizing the European perspective of other European States. That is why today we unanimously agree on 10 commitments that will help us live up to that responsibility:

- We will defend one Europe – from East to West, from North to South. Thirty years ago millions of people fought for their freedom and for unity and brought down the Iron Curtain, which had divided Europe for decades. There is no place for divisions that work against our collective interest.
- We will stay united, through thick and thin. We will show each other solidarity in times of need and we will always stand together. We can and we will speak with one voice.

## En ce 9 mai fête de l'Europe nos gouvernants sont réunis à Sibiu (Roumanie) et ont publié un communiqué de généralités (suite)



- We will always look for joint solutions, listening to each other in a spirit of understanding and respect.
- We will continue to protect our way of life, democracy and the rule of law. The unalienable rights and the fundamental freedoms of all Europeans were hard fought and will never be taken for granted. We will uphold our shared values and principles enshrined in the Treaties.
- We will deliver where it matters most. Europe will continue to be big on big matters. We will continue to listen to the concerns and hopes of all Europeans, bringing the Union closer to our citizens, and we will act accordingly, with ambition and determination.

## En ce 9 mai fête de l'Europe nos gouvernants sont réunis à Sibiu (Roumanie) et ont publié un communiqué de généralités (fin)



- We will always uphold the principle of fairness, whether it be in the labour market, in welfare, in the economy or in the digital transformation. We will further reduce disparities between us and we will always help the most vulnerable in Europe, putting people before politics.
- We will give ourselves the means to match our ambitions. We will provide the Union with the means necessary to attain its objectives and carry through its policies.
- We will safeguard the future for the next generations of Europeans. We will invest in young people and build a Union fit for the future, able to cope with the most pressing challenges of the 21st century.
- We will protect our citizens and keep them safe by investing in our soft and hard power and by working with our international partners.

# L'Europe est une construction juridique fondée sur des traités



1. 1952 : la CECA (Communauté européenne du Charbon et de l'Acier)
2. 1957 : les Traités de Rome (Marché Commun et Euratom)
3. 1987 : le marché unique européen, l'acte unique
4. 1993 : Traité de Maastricht (Union européenne)
5. 1999 : Traité d'Amsterdam
6. 2003 : Traité de Nice
7. 2005 : « ~~Constitution européenne~~ »
8. 2009 : Traité de Lisbonne → TFUE (Traité de Rome) et TUE (Traité de Maastricht)

# Deux référendums français, les votes « Oui »

Source : CEVIPOF, réalisation IFOP (échantillon 10.000)



Proximité politique	Maastricht (1992)	« Constitution » (2005)
UMP	41%	80%
PS	78%	44%

Ces données montrent que les citoyens ne votent pas à un référendum européen pour ou contre le projet proposé mais pour ou contre celui qui pose la question : en 1992 F. Mitterrand, en 2005 Jacques Chirac.



## UN COUP D'ŒIL DANS LE RÉTROVISEUR

# Élargissement de 6 à 28 pays



<b>1952</b>	Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas
<b>1973</b>	Danemark, Irlande, Royaume-Uni
<b>1981</b>	Grèce
<b>1986</b>	Espagne, Portugal
<b>1995</b>	Autriche, Finlande, Suède
<b>2004</b>	Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie
<b>2007</b>	Bulgarie, Roumanie
<b>2013</b>	Croatie





- Le présent traité marque une nouvelle étape dans le processus créant **une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe**



L'Union est fondée sur les valeurs communes aux États membres

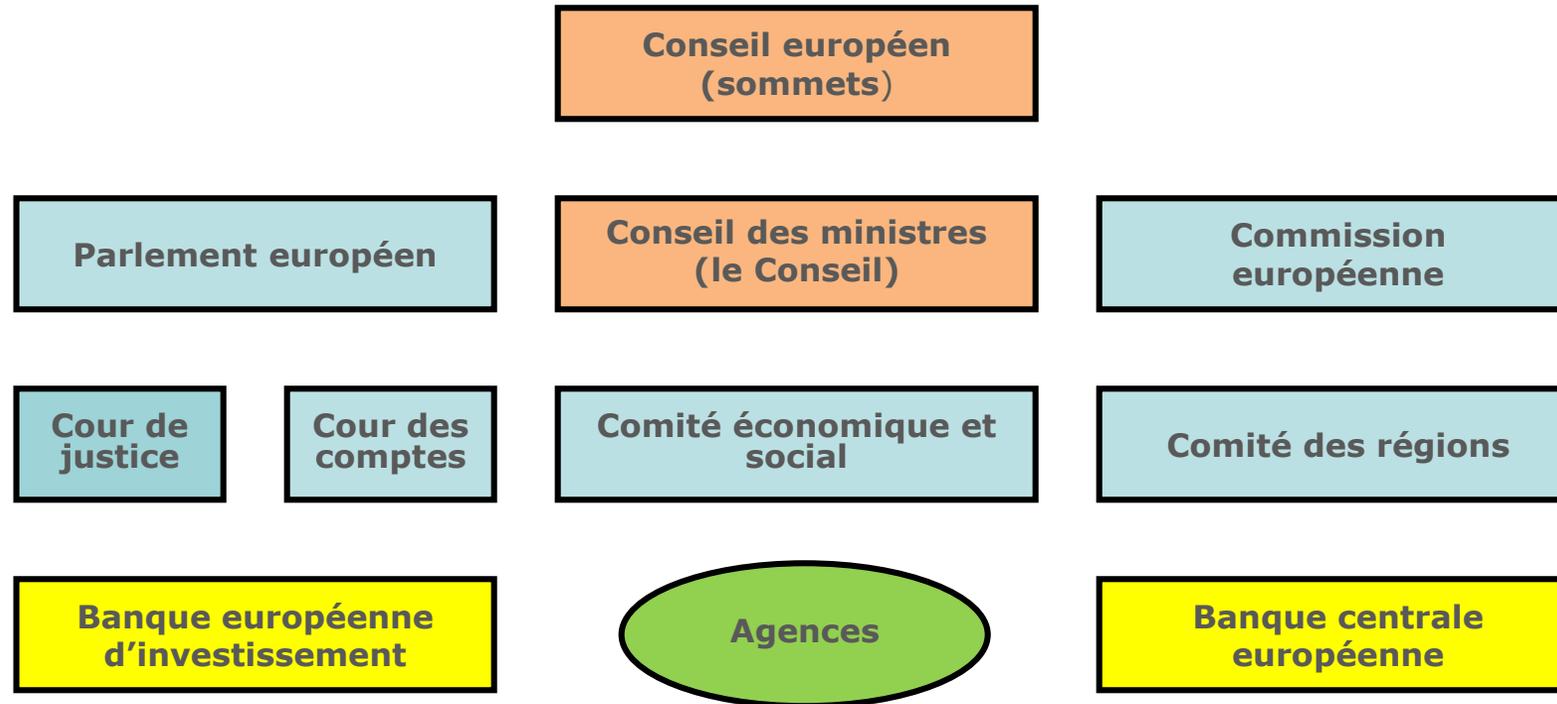


1. Liberté de circulation des marchandises
2. Liberté de circulation des capitaux
3. Liberté de circulation des services
4. Liberté de circulation des personnes



**Les deux Traités : TUE, TFUE**

# Les institutions de l'UE



# Les trois acteurs principaux



## **Le Parlement européen**

**- voix du peuple**

**Antonio Tajani, président du Parlement européen**



## **Le Conseil européen et le Conseil**

**- voix des États membres**

**Donald Tusk, président du Conseil européen**



## **La Commission européenne**

**- promotrice de l'intérêt commun**

**Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne**



- Le Conseil européen (Chefs d'État et de gouvernement)  
art 13 TUE
- La Commission (un commissaire par État membre)



- Certaines forces politiques voudraient supprimer la Commission européenne et confier en totalité la gestion de l'Union européenne au Conseil européen réunissant chefs d'État et de Gouvernement qui devrait donc se réunir toutes les semaines et non plus tous les trimestres.
- Le Conseil européen réunit 28 chefs d'État et de Gouvernement mais ils peuvent être accompagnés de 20 experts chacun plus les secrétaires, traducteurs, agents de sécurité soit environ 600 personnes.



- Le Conseil européen est devenu le principal centre d'impulsion de l'UE donc les sommets sont devenus les réunions où l'essentiel se décide, **il statue par consensus**
- En 2015, le nombre de sommets a atteint le chiffre record de douze.



- On crée des institutions hors traités européens comme le MES (*Mécanisme européen de stabilité*) qui est un traité international.



- « *C'est la faute à l'Europe* »... seule émission de télévision spécialisée

Donc :

- Il ne faut plus dire « Bruxelles » mais «les 27».



- Conseil des Ministres appelé « Conseil »
- Le Parlement européen.



- Les négociations entre institutions sur les propositions législatives prennent en général la forme de réunions tripartites («trilogues») entre le Parlement, le Conseil et la Commission.



1. **Procédure législative ordinaire** : double majorité avec 55 % des États membres (16 pays) et des États membres représentant 65 % de la population totale de l'UE
2. **Unanimité** par exemple fiscalité, politique étrangère, politique de défense



- Les parlements nationaux contribuent au fonctionnement de l'Union:
- a) en étant informés par les institutions de l'Union et en recevant notification des projets d'actes législatifs de l'Union ;
- b) en veillant au respect du principe de subsidiarité ;
- f) en participant à la coopération interparlementaire entre parlements nationaux et avec le Parlement européen.



Cette conférence réunit tous les six mois, depuis 1989, les organes des parlements nationaux spécialisés dans les affaires européennes et six députés au Parlement européen.



# LE PARLEMENT : HISTORIQUE ET PROBLÈMES



- De 1950 (CECA) à 1979 : l'Assemblée parlementaire européenne est composée de délégués des parlements nationaux;
- L'article 138 du Traité de Rome prévoit la possibilité de l'élection directe, opposition systématique de la France ;
- En 1976 Valéry Giscard d'Estaing fait adopter l'élection directe ;
- En juin 1979 a lieu la première élection au suffrage universel ;
- En 1987 avec l'Acte Unique, l'APE devient le Parlement.

# Simone Veil, première présidente du PE élu démocratiquement (1979-1982)

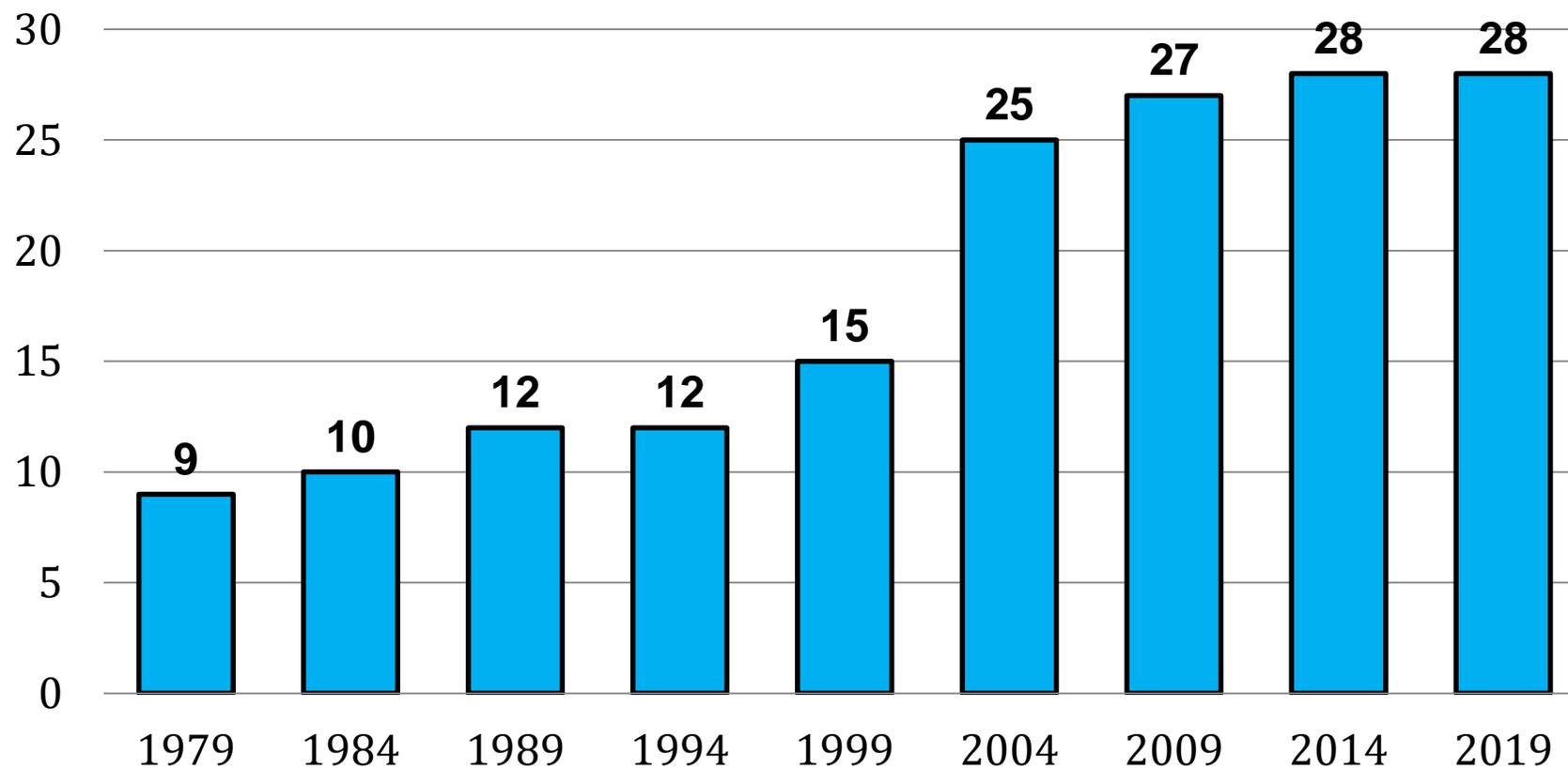




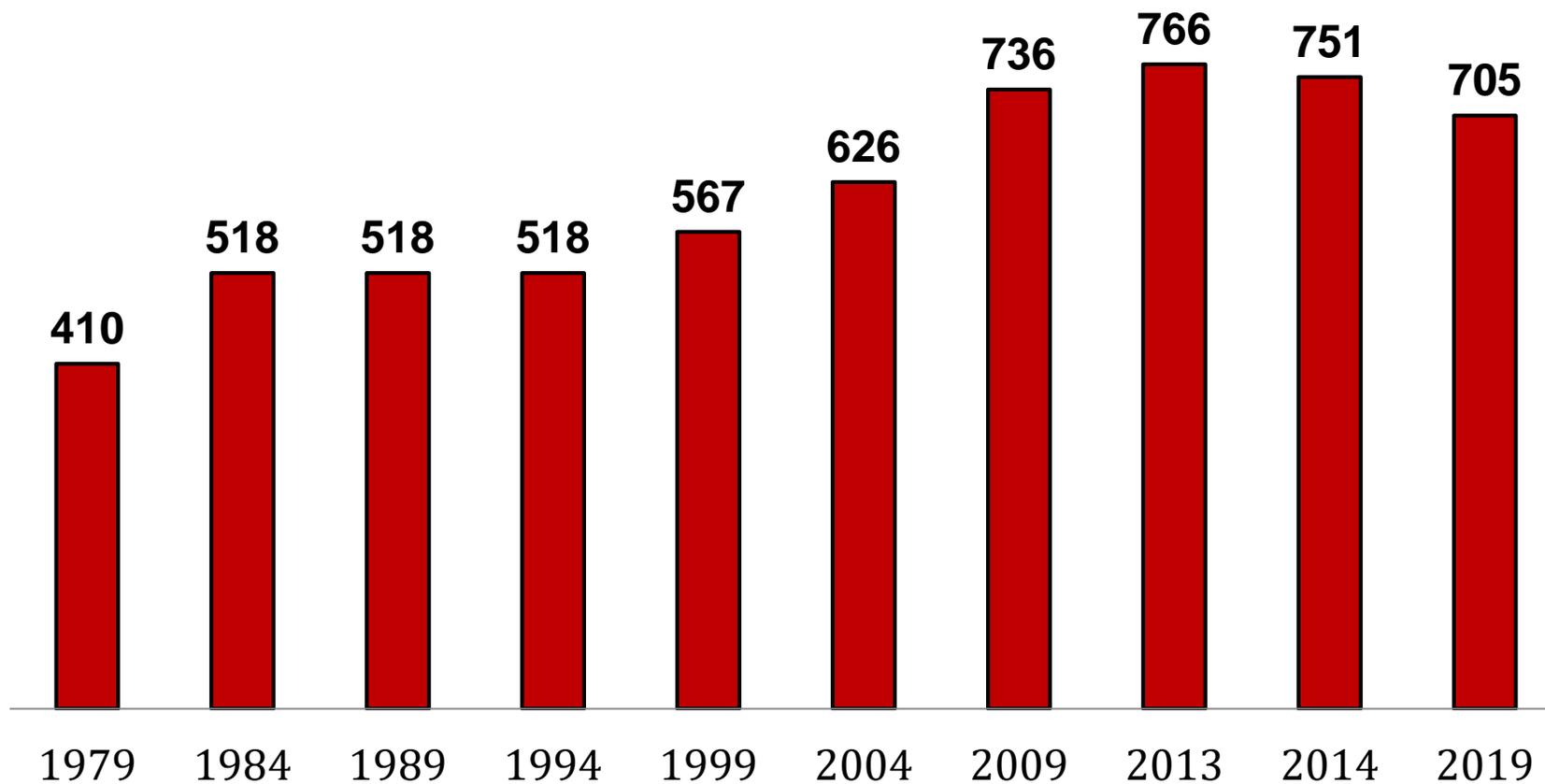
1. Le Parlement européen exerce, **conjointement avec le Conseil**, les fonctions législative et budgétaire. Il exerce des fonctions de contrôle politique et consultatives conformément aux conditions prévues par les traités. **Il élit le président de la Commission.**



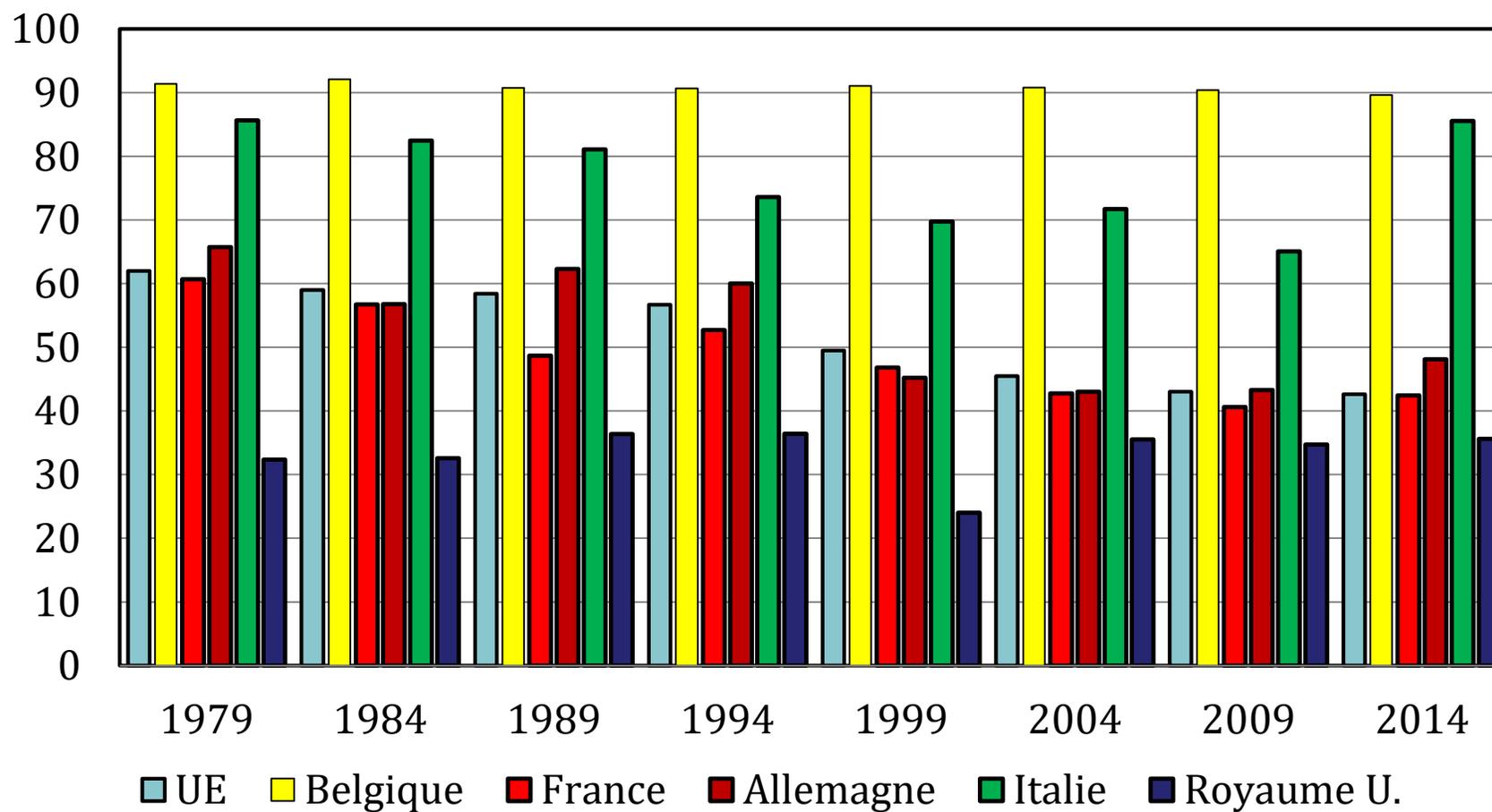
## Années d'élections



# Les nombre de parlementaires



# Taux de participation aux élections européennes





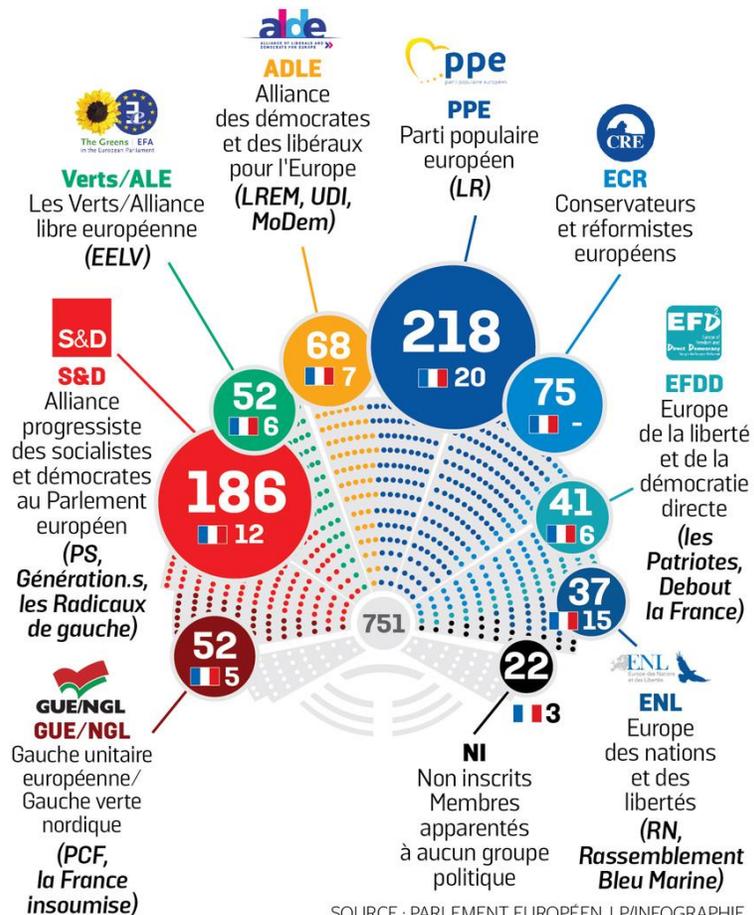
**Les groupes politiques**



## Les groupes du Parlement européen

Le Parisien

XX Nombre de sièges détenus par groupe politique (Partis français qui figurent dans le groupe) 🇫🇷 Nombre de sièges détenus par la France, total : 74 sièges



SOURCE : PARLEMENT EUROPÉEN. LP/INFOGRAPHIE.



- AFET Affaires étrangères
- DROI Droits de l'homme
- SEDE Sécurité et défense
- DEVE Développement
- INTA Commerce international
- BUDG Budgets (Jean Arthuis président)
- CONT Contrôle budgétaire
- ECON Affaires économiques et monétaires
- EMPL Emploi et affaires sociales
- ENVI Environnement, santé publique et sécurité alimentaire
- ITRE Industrie, recherche et énergie
- IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs
- TRAN Transports et tourisme
- REGI Développement régional
- AGRI Agriculture et développement rural
- PECH Pêche
- CULT Culture et éducation
- JURI Affaires juridiques
- LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures
- AFCO Affaires constitutionnelles
- FEMM Droits de la femme et égalité des genres
- PETI Pétitions





- Le président et le bureau
- Les rapporteurs
- Les coordinateurs (Allemagne 33, France 21, Italie 18, Royaume Uni 16, Espagne 13, Pologne 9...)



**Les langues au Parlement européen**



- Ce sont celles des pays membres, il y a actuellement 24 langues soit 276 combinaisons
- Trois de ces langues officielles sont utilisées en tant que **langues de travail** au sein de la Commission, il s'agit de l'anglais, du français, et de l'allemand.
- Les délibérés de la Cour de justice de l'Union européenne se font en français
- La Banque centrale européenne ne fonctionne qu'en anglais.



1. Tous les documents du Parlement sont rédigés dans les langues officielles.
2. Tous les députés ont le droit, au Parlement, de s'exprimer dans la langue officielle de leur choix. Les interventions dans une des langues officielles sont interprétées simultanément dans chacune des autres langues officielles et dans toute autre langue que le Bureau estime nécessaire.
3. L'interprétation est assurée, au cours des réunions de commission et de délégation, à partir des langues officielles utilisées et exigées par les membres titulaires et suppléants de la commission ou de la délégation concernée, et vers ces langues.
  - ***Traduction bi-active***



- Exception faite des responsables de groupe et des rapporteurs, les intervenants au Parlement européen ont droit à deux minutes. Au terme de ces deux minutes le président de séance intervient et coupe le micro. Cela contraint les eurodéputés à faire l'apprentissage de la concision.



**La transhumance entre Strasbourg et Bruxelles**



- a) Le Parlement européen a son siège à Strasbourg, où se tiennent les douze périodes de sessions plénières mensuelles, y compris la session budgétaire. Les périodes de sessions plénières additionnelles se tiennent à Bruxelles. Les commissions du Parlement européen siègent à Bruxelles. Le Secrétariat général du Parlement européen et ses services restent installés à Luxembourg.



- Cela coûte environ 200 millions d'euros par an et 500 emplois. Toute l'année, 80 personnes travaillent à Strasbourg, 3270 à Bruxelles et 2185 à Luxembourg.
- Le 21 novembre 2013, 483 députés ont demandé que le PE ait le droit de décider de son siège. La France déclare que c'est une lutte perdue d'avance.



La sortie de AKK (9 mars 2019) : faisons l'Europe comme il faut. « *Nous devons aussi prendre des décisions trop longtemps différées et abolir les anachronismes. Cela vaut notamment pour le regroupement du Parlement européen en son siège à Bruxelles* ».



## Les pouvoirs du Parlement



1. Première étape: l'élaboration du projet de budget par la Commission
2. Deuxième étape: l'adoption de la position du Conseil sur le projet
3. Troisième étape: la lecture au Parlement
4. Quatrième étape: réunion du comité de conciliation et adoption



Le pouvoir de contrôle du Parlement européen s'exerce notamment à l'égard de la Commission européenne.

Depuis le Traité de Lisbonne, il « élit » le président de la Commission européenne.

Il auditionne chacun des commissaires proposés par les États.

Il peut censurer la Commission européenne.



- Le Parlement donne son aval à la nomination, par le Conseil européen, du président, du vice-président et des membres du directoire de la Banque centrale européenne (BCE).
- Au début de chaque présidence semestrielle du Conseil, le président présente son programme de travail ; à la fin des six mois, il dresse le bilan des résultats obtenus.
- Le Président du Conseil européen présente au Parlement un rapport à la suite de chacune des réunions du Conseil européen.



- La protection des données (RGPD)
- La directive sur les travailleurs détachés
- La protection des droits d'auteur (mars 2019)
- Définition de l'efficacité énergétique
- Un essai de régime parlementaire (Spitzenkandidat)



**Quelques spécificités**



- **Le Point** : Vous avez récemment célébré votre départ du Parlement européen lors d'une fête commune avec Pervenche Bérès, une eurodéputée socialiste. À l'Assemblée nationale, cette confraternité finale eût-elle été possible ?
- **Alain Lamassoure** : Hélas non ! Valéry Giscard d'Estaing a constaté un jour : « La France est en guerre civile froide. » Donc, on se croit obligé de se traiter non en concurrents politiques, mais en ennemis.

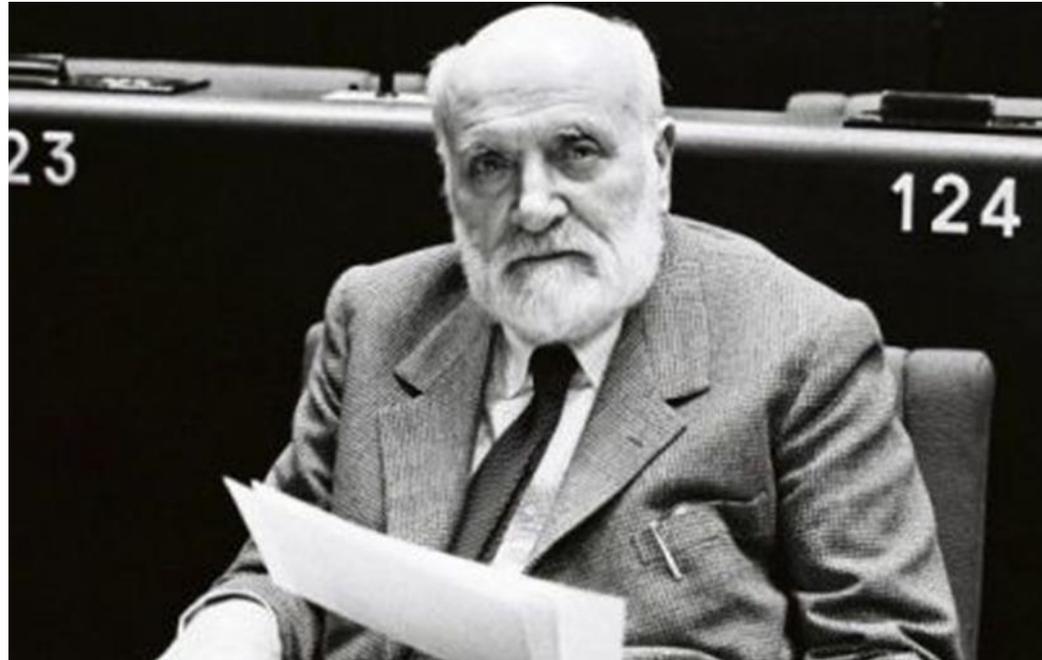


Spécialité du Parlement européen: changement de vote après coup.

- Suite aux observations de son groupe
- Pour rectifier vis-à-vis de l'électorat ou de la presse

Cependant c'est le vote initial qui compte !

Les champions des rectifications sont trois Français : Brice Hortefeux (292 fois), Jean-Luc Mélenchon (266 fois en trois ans de présence), Rachida Dati (198).



**Altiero Spinelli (1907 – 1986)**



- *Si l'État national était la seule forme d'organisation politique pour les Européens, si nous ne savions pas regarder au-delà de lui comme les Grecs ne surent regarder au-delà de la polis, nous n'aurions qu'à constater que nous sommes arrivés à la fin de la civilisation européenne, nous résigner et attendre que notre destin s'accomplisse.*



- Le Parlement européen adopta sa proposition à une majorité écrasante et approuva le «projet de traité instituant l'Union européenne», les parlements nationaux n'approuvèrent pas le traité mais le document servit de base à des avancées ultérieures.

# Bâtiment Altiero Spinelli (© Die Grünen)



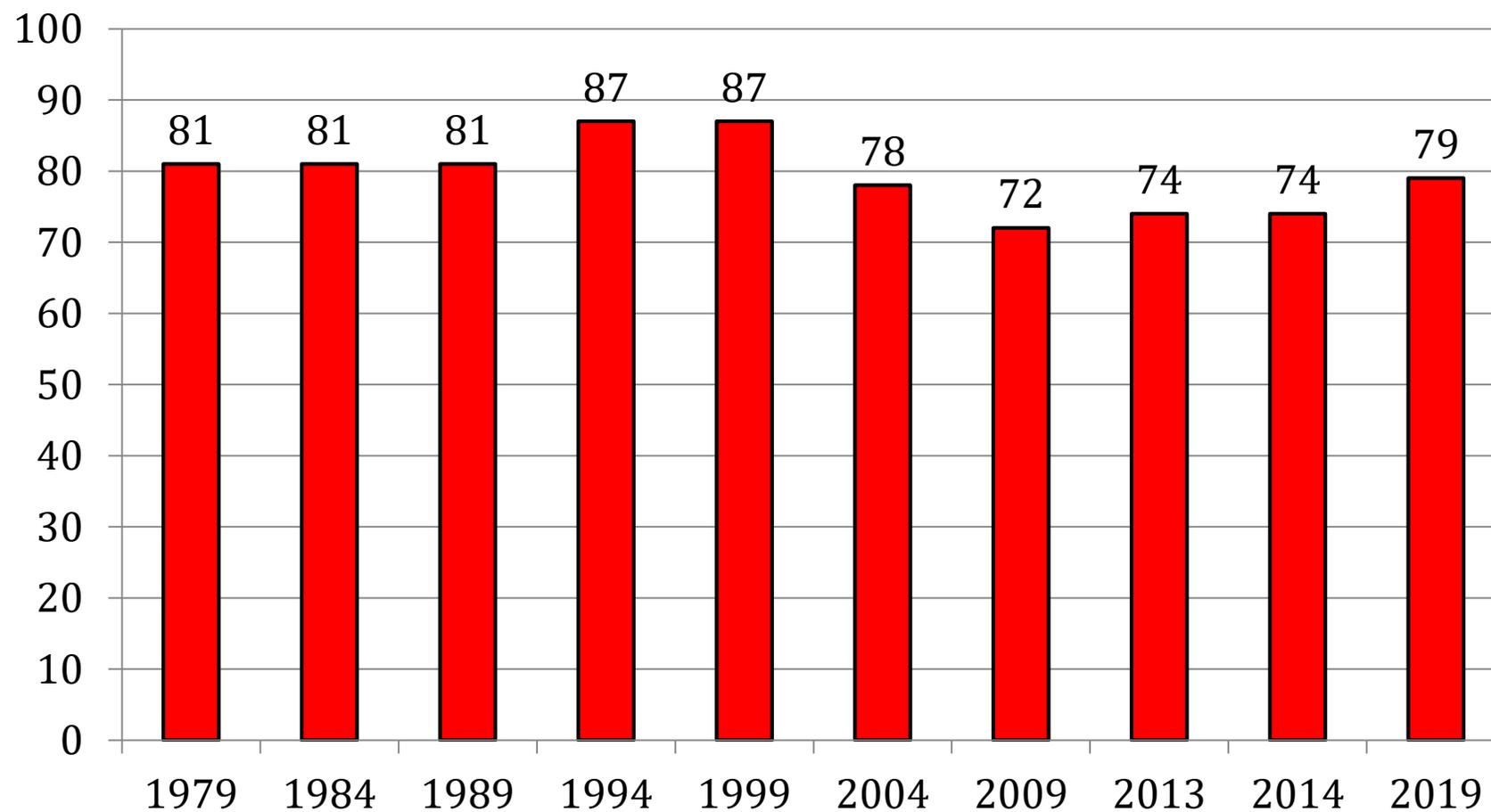
## Quelques années en arrière à Lyon (1962)





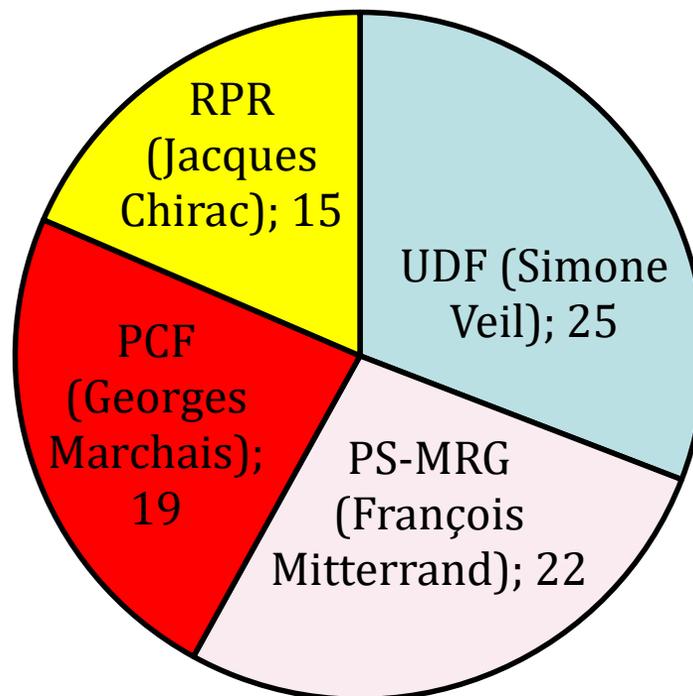
# LA FRANCE ET LE PARLEMENT EUROPÉEN

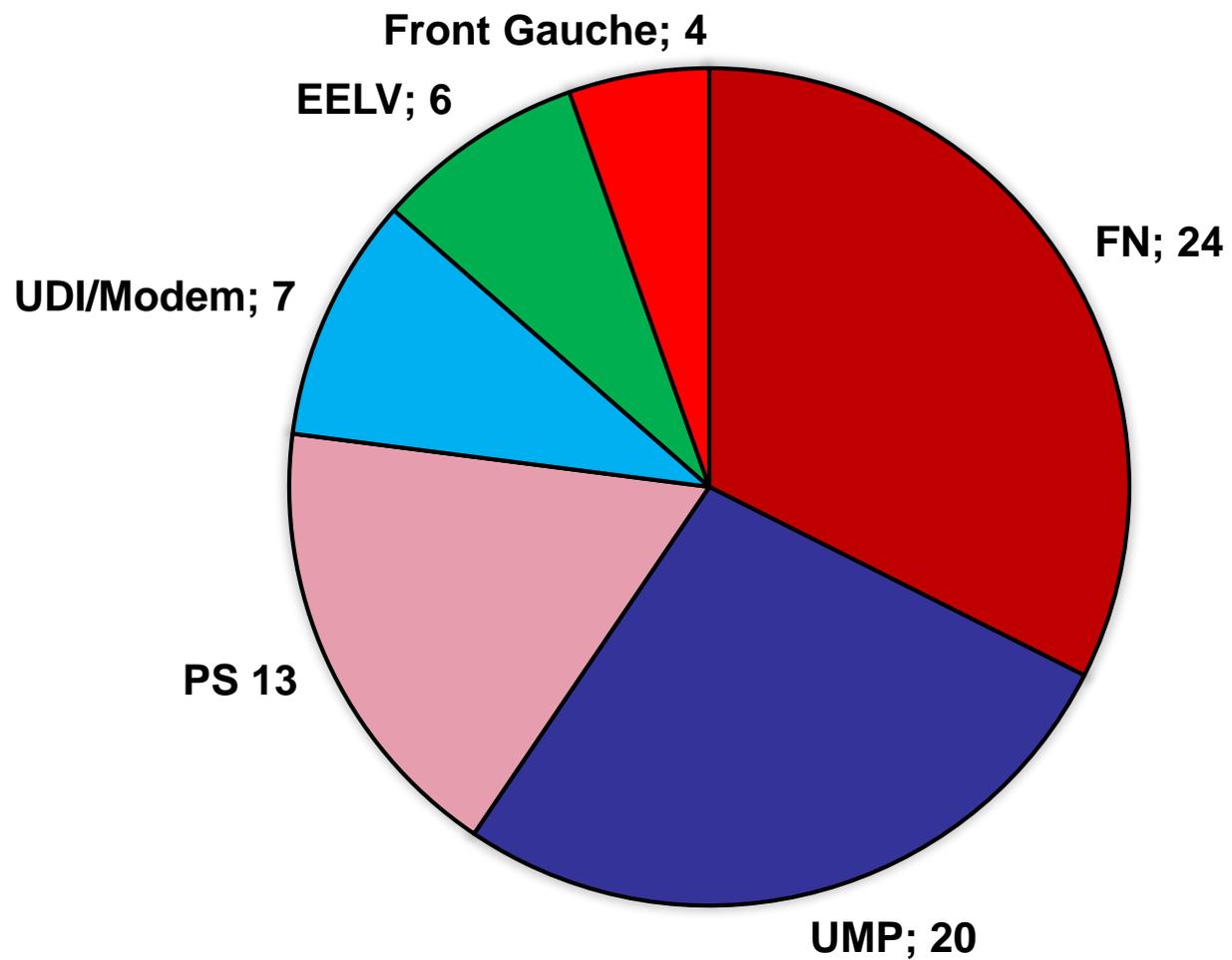
# Les nombre de députés français





## Sièges (81)







- UMP-LR M. Renaud MUSELIER, Mme Françoise GROSSETÊTE, M. Michel DANTIN
- EUROPE ECOLOGIE (LVEC) Mme Michèle RIVASI
- FRONT NATIONAL M. Jean-Marie LE PEN (NI), Mme Marie-Christine ARNAUTU, M. Bruno GOLLNISCH (NI), Mme Mireille D'ORNANO (Les Patriotes), M. Dominique MARTIN
- LFI Mme Marie-Christine VERGIAT
- UDI MODEM Thierry CORNILLET
- SOCIALISTES M. Vincent PEILLON, Mme Sylvie GUILLAUME



**Les prochaines élections du 26 mai**



1. Donc une campagne officielle mutilée
2. Une organisation difficile à gérer
3. Un scrutin détourné



- Rassemblement national
- Renaissance
- Les Républicains
- La France insoumise
- Europe, Écologie, les Verts
- Place publique, parti socialiste



# LE FUTUR PARLEMENT



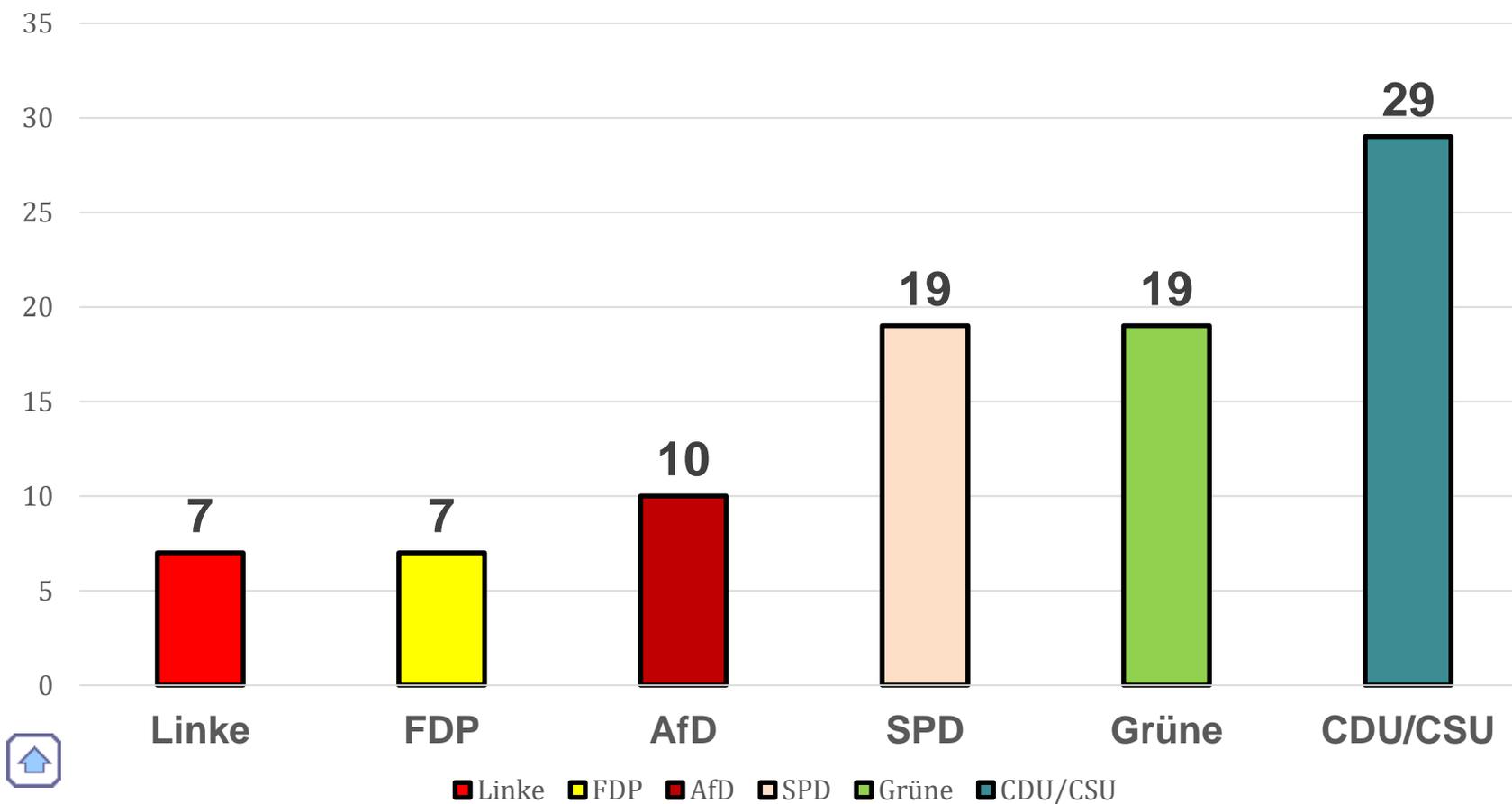
- Les élus français et roumains devraient être à 70% de nouveaux élus. Les Espagnols 68%, les Polonais 63%, les Italiens 56%, les Allemands et les éventuels Britanniques 50%.
- Cela devrait nuire au rôle de la France avec des départs comme Alain Lamassoure, Pervenche Bérès, Nathalie Griesbeck, Thierry Cornillet, Michel Dantin, Elisabeth Morin-Chartier...



- Le PPE et le S&D devraient perdre la majorité. D'où l'importance du groupe des démocrates (ex-ALDE+ Renaissance)
- Les formations eurosceptiques devraient être la deuxième force politique du prochain Parlement européen.

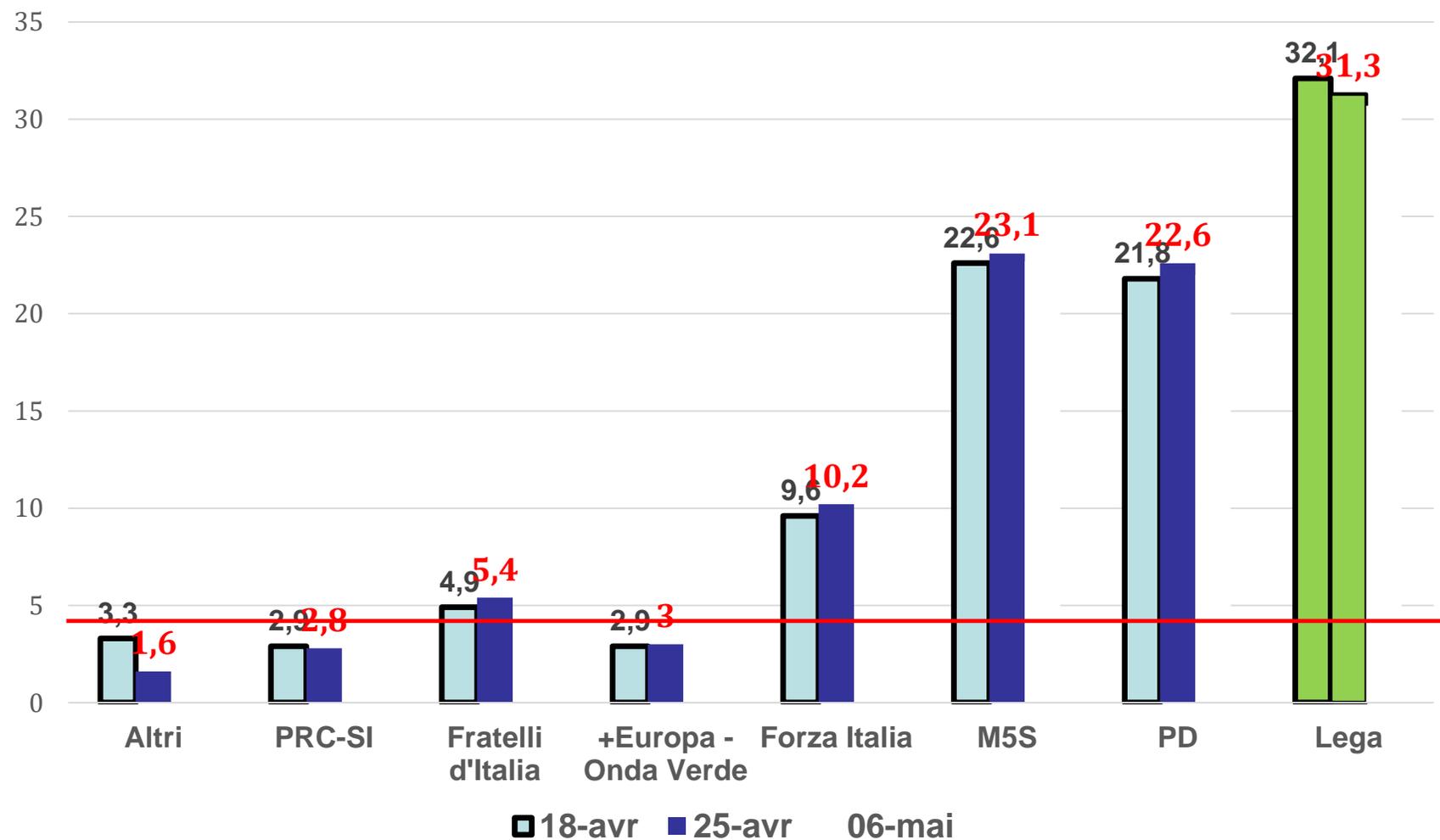


## Pourcentages



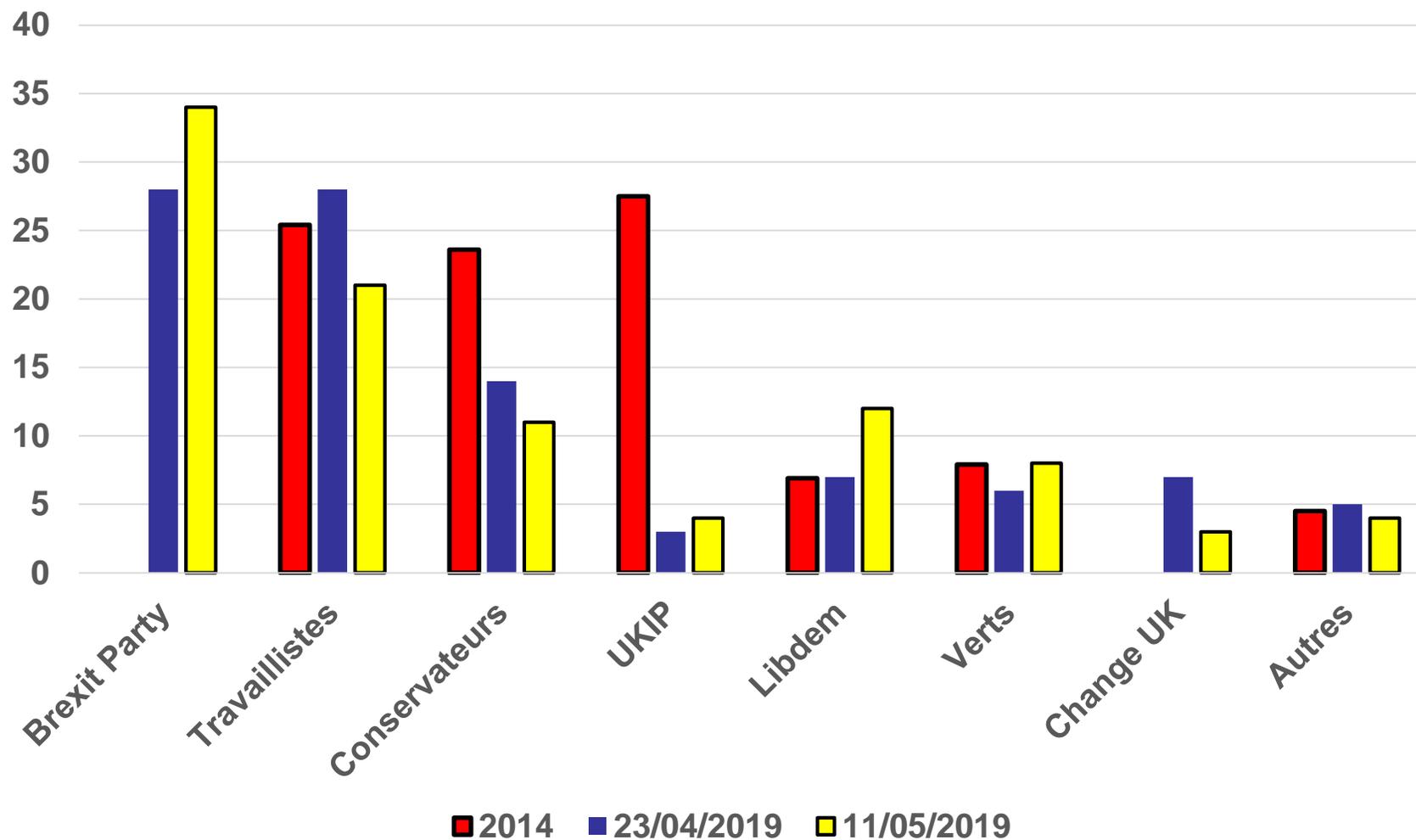
# Italie : Intentions de vote

Source : Termometro politico



# Si les Britanniques votent le 23 mai

Source : Opinium/Observer Poll pour 2019





## Prévisions élections européennes 2019 (avec et sans le Royaume-Uni)

Sélectionnez le graphique du haut et le graphique du bas et déplacez votre curseur sur chaque parti pour voir le nombre de sièges

Select top pie:

Seat projection with UK (2019)

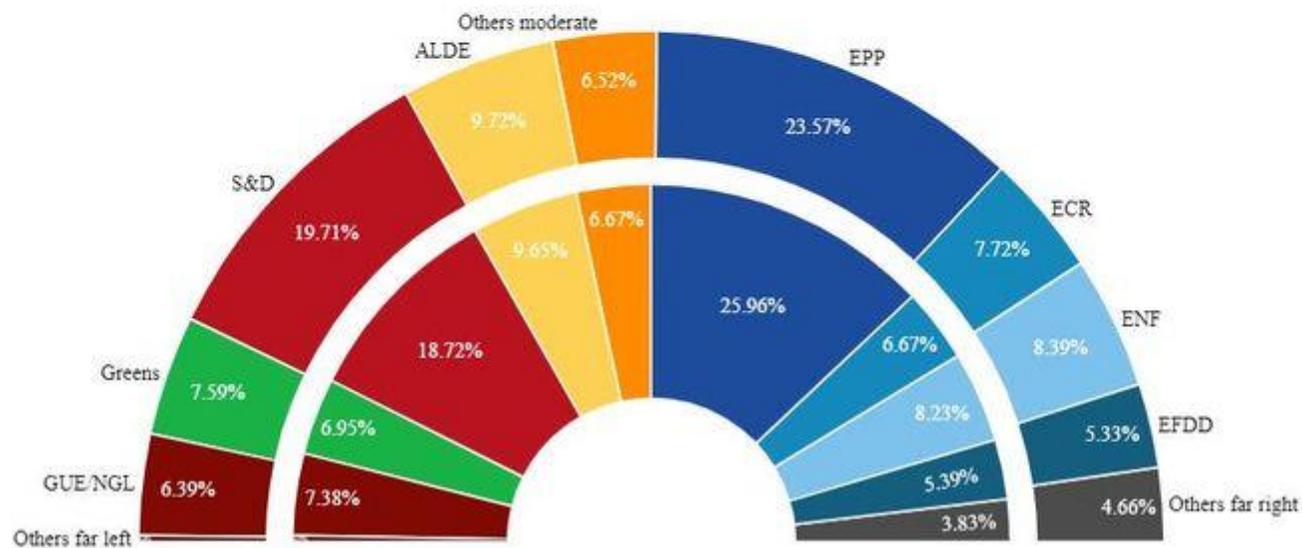
Select bottom pie:

Seat projection without UK (2019)

Last update: 2019-04-17 23:18:01

Total seats with UK: 751

Total seats without UK: 705





**Les postes à pourvoir**



- Le Président de la Commission
- Le Président du Conseil européen
- Le Président du Parlement européen
- Haut Représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de Sécurité
- Le président de la Banque Centrale européenne



- La nomination aux postes clefs de l'UE procède d'un savant dosage entre les partis politiques, les pays selon les grands et les petits, la géographie : l'Est-l'Ouest, Nord-Sud, la compétence et l'aura des candidats avancés par les États et enfin le genre. A la date du 9 mai, les candidats dont il est question dans les médias ne sont pratiquement que des hommes ce qui est inacceptable pour une institution qui a fait de l'égalité des genres et qui ne serait mal accepté par l'opinion publique. Déjà pour la Commission en 2014, le Président Jean-Claude Juncker avait insisté auprès des États pour qu'ils désignassent des femmes.
- Enfin ces choix ne sont pas indépendants, si un Allemand est proposé pour présider la Commission cela signifie aussi qu'il ne sera pas possible à un autre Allemand d'être choisi pour diriger la Banque Centrale par exemple...

# Un des enjeux européens : le ou la présidente de la Commission

Manfred Weber, Frans Timmermans, Margrethe Vestager, Michel Barnier ?



## Une précaution pas inutile... à suivre !



- Lors de la réunion des chefs d'Etat et de Gouvernement à Sibiu le 9 mai, il a été décidé de tenir une réunion le 28 mai, au lendemain des élections, afin de couper l'herbe sous les pieds au Parlement européen qui ne se réunira que le 2 juillet.
- On peut s'attendre à une négociation tendue pour la nomination du Président de la Commission. Le premier groupe au Parlement européen sera normalement le PPE dont la première composante la CDU a son candidat Manfred Weber. Celui-ci n'a jamais exercé de fonctions gouvernementales et n'a jamais été commissaire. On parle donc de plus en plus de Michel Barnier qui a su faire preuve de ses compétences dans les négociations du Brexit... mais Michel Barnier est membre des LR, composante française du PPE et le Brexit n'est pas terminé. Dans une interview au *Journal du Dimanche* du 12 mai, le Savoyard présente à la fois sa volonté de servir l'Europe, sa fidélité à son parti le LR et au choix du PPE en faveur de Manfred Weber tout en approuvant la vision européenne d'Emmanuel Macron.



- La proposition du Conseil Européen (art 17 § 7 du TUE) acquise à la majorité qualifiée peut ne pas être acceptée par le Parlement, le Conseil dispose alors d'un délai de un mois pour en proposer un autre. Il est probable qu'avec un refus du Parlement, l'institution suggérera le nom d'un autre candidat qui pourrait ne pas être issu du parti majoritaire mais d'une coalition de plusieurs autres groupes.
- Cela pourrait concerner Margrethe Vestager qui bénéficie d'un fort soutien au Parlement européen et dans les médias suite à son bras de fer contre l'évasion fiscale de certaines multinationales. L'actuel gouvernement danois risque de ne pas la soutenir mais des élections générales auront lieu dans ce pays le 5 juin et la majorité devrait changer de bord. Enfin ce serait la première fois qu'une femme présiderait la Commission.



- Pour le Parlement européen si une majorité des deux premiers partis s'avère exclue, le recours à l'ADLE qui pourrait changer de nom afin d'accueillir les élus de la liste française Renaissance, inciterait Guy Verhofstadt à tenter sa chance.
- Pour la Banque Centrale européenne, l'échec de Manfred Weber à la tête de la Commission favoriserait la désignation de Jens Weidmann, président de la Bundesbank. Un candidat possible serait le Finnois Olli Rehn commissaire aux affaires monétaires pendant la période difficile 2009-2014 et gouverneur de la banque de Finlande. On avance aussi le nom de François Villeroy de Galhau actuel gouverneur de la Banque de France mais comme le prédécesseur de Mario Draghi était un Français : Jean-Claude Trichet, il risque d'y avoir des objections.



- Blume, G. (2019). L'ami indésirable - La fin d'une histoire. (O. Mannoni, Trad.) Paris: Saint-Simon Éditions.
- Costa, O., & Brack, N. (2017). Le fonctionnement de l'Union européenne (éd. 3ème). Bruxelles: Les Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Goulard, S. (2014). L'Europe pour les Nuls (éd. 3ème édition). Paris: First Collection Pour les Nuls.
- Kratsev, I. (2017). Le Destin de l'Europe. Une sensation de déjà vu. (F. Joly, Trad.) Paris: Premier Parallèle. 6 mai 2013
- Oberdorff Henri Très nombreuses conférences sur Youtube
- **Joannin Pascale Les enjeux européens de 2019. Fondation Robert Schuman Question d'Europe n°514**

Quel que soit votre choix



# LE 26 MAI, JE VOTE AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES !

LES JEUNES EUROPÉENS -  
FRANCE

